

Conseil de la langue française

Rapport
annuel
1991-1992

Conseil de la langue française

Rapport
annuel
1991-1992

Le contenu de cette publication a été rédigé
par le Conseil de la langue française.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 4^e trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-551-15425-1
ISSN : 0229-9259
© Gouvernement du Québec 1992

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités du Conseil de la langue française pour l'année budgétaire terminée le 31 mars 1992.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le ministre responsable de l'application
de la *Charte de la langue française*,

Claude Ryan

Québec, 1992

Monsieur Claude Ryan
Ministre responsable de l'application
de la *Charte de la langue française*
Édifice Marie-Guyart
20, rue Chauveau
Secteur B, 3^e étage
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 203 de la *Charte de la langue française*, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport d'activités du Conseil de la langue française pour l'année budgétaire terminée le 31 mars 1992.

Daignez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président,
Pierre-Étienne Laporte
Québec, 1992

Liste des membres du Conseil de la langue française

Pierre-Étienne LAPORTE
président

Antoine GODBOUT
secrétaire

Évelyne LAPIERRE-ADAMCYK
(milieux socioculturels)
depuis mai 1991 en remplacement
de Marcel Lajeunesse

Charles TAYLOR
(milieux socioculturels)
depuis mai 1991 en remplacement de Marc Thibault

Christophe AUGER
(milieux syndicaux)

Gaétan RIOUX
(milieux syndicaux)
mandat terminé depuis février 1992

Louis BOUDREAU
(milieux patronaux)

Michel GUILLOTTE
(milieux patronaux)

Louis-Edmond HAMELIN
(milieux universitaires)
a démissionné en décembre 1991

Angéline MARTEL
(milieux universitaires)

Georges KOUTCHOUGOURA
(milieux ethniques)
mandat terminé depuis avril 1991

Émile OLLIVIER
(milieux ethniques)

Table des matières

Introduction 11

Chapitre premier Rapport du président 13

- 1.1 Les réalisations 13
 - 1.1.1 Les indicateurs de la situation linguistique au Québec 13
 - 1.1.2 La situation du français dans l'activité scientifique et technique 13
 - 1.1.3 Langue, culture et politique culturelle 14
 - 1.1.4 La coopération internationale 14
- 1.2 L'avenir 14
- Conclusion 15

Chapitre II Le Conseil de la langue française 17

- 2.1 Son mandat 17
- 2.2 Sa composition 17
- 2.3 Son organisation et ses ressources 17
 - 2.3.1 Le personnel 17
 - 2.3.2 L'organigramme 17
 - 2.3.3 Les ressources financières 18
 - 2.3.4 Les subventions et les prix 18

Chapitre III Les activités du Conseil 21

- 3.1 Les assemblées 21
- 3.2 Les avis 21
- 3.3 Les comités 22
- 3.4 Les études et recherches 24
- 3.5 Les activités publiques 26
- 3.6 Les communications 26
- 3.7 Les relations extérieures 28

Annexes

- A. Extraits de la *Charte de la langue française* 31
- B. Subventions accordées 33
- C. Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique 34

Introduction

Le Conseil de la langue française a été créé le 26 août 1977, au moment de la sanction de la *Charte de la langue française*. Le présent rapport annuel couvre le quatorzième exercice du Conseil qui s'étend du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992. Il comprend trois chapitres : 1. le rapport du président ; 2. la loi constitutive du Conseil, les ressources humaines et les moyens financiers mis à sa disposition ; 3. les activités du collège des conseillers, des comités du Conseil et des directions et services de la permanence.

Tout au long de cet exercice, le Conseil de la langue française a informé le ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française* des développements quant à la situation linguistique. Il a rencontré des représentants d'organismes et de divers milieux touchés par les questions linguistiques et a poursuivi la mise en œuvre de son programme de recherche pour mieux connaître l'évolution de la situation linguistique du Québec.

Chapitre premier Rapport du président

Le français : une langue au statut international et en situation de concurrence

Après quelque deux années à la présidence du Conseil de la langue française, je peux affirmer que la vision que le Conseil a de son rôle a continué, au cours de l'année financière 1991-1992, à se caractériser par un comportement dynamique et innovateur par rapport à la mission que lui a confiée la *Charte de la langue française*, aux défis posés par l'épanouissement et la diffusion du français, aux francophonies canadienne et internationales, à la nécessaire concertation avec d'autres organismes québécois, canadiens ou étrangers.

Par ailleurs, le Conseil doit mener son action dans un environnement différent de celui qui a présidé à sa création en 1977. En effet, l'action menée par le gouvernement ainsi que les transformations économiques et sociales du Québec ont entraîné la reconnaissance du français comme langue d'usage au Québec.

Le Conseil a été institué pour conseiller le ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française* sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la loi. Il a, parmi ses devoirs, celui de surveiller la situation linguistique du Québec quant au statut de la langue française et à sa qualité. Ce mandat et ces devoirs sont à mes yeux des éléments essentiels à la réalisation de l'objectif social que constitue la *Charte*.

1.1 Les réalisations

Les travaux et les recherches dont le Conseil s'est préoccupé au cours de l'année financière 1991-1992 ont concouru à lui permettre de remplir son mandat et de s'acquitter de ses devoirs. Par ailleurs, pour tenir compte du nouvel environnement dans lequel il doit mener son action, le Conseil a été amené à poser un diagnostic sur l'ensemble de ses activités afin de dégager des priorités stratégiques.

1.1.1 Les indicateurs de la situation linguistique au Québec

Afin de fournir au ministre responsable de l'application de la *Charte* des informations sur l'évolution de la situation linguistique au Québec du point de vue du statut de la langue française, de sa qualité et de son acquisition, le Conseil, avec la collaboration des orga-

nismes de la *Charte* et de cinq ministères, a mis au point un système d'information constitué d'indicateurs linguistiques qui permettent de poser un diagnostic sur l'état du français dans les secteurs d'activité jugés importants pour l'avenir de la langue.

En lançant le premier fascicule des *Indicateurs de la situation linguistique au Québec*, le Conseil a rempli son mandat de surveiller la situation linguistique au Québec et d'informer le public. En effet, il a mis sur pied un tableau de bord de la francisation qui est en même temps un outil d'information, d'analyse et de gestion. Ce tableau rassemble des indicateurs de situations et de programmes, construits à partir d'observations factuelles et de données d'enquêtes ou de sondages.

Ce travail est un bel exemple de collaboration intense et riche entre les organismes de la *Charte* et les nombreux ministères et organismes qui se sont engagés dans ce projet.

En 1991-1992, cette collaboration s'est confirmée par la mise à jour des données et par l'ajout d'autres indicateurs pertinents afin de perfectionner ce fascicule dont la deuxième édition est prévue pour l'automne 1992.

1.1.2 La situation du français dans l'activité scientifique et technique

« Dans une très large mesure, le progrès scientifique repose sur l'activité de communication et sur les échanges entre les scientifiques. » Cette phrase est la première de l'avis du Conseil de la langue française intitulé *La situation du français dans l'activité scientifique et technique*. Elle illustre une large part de la problématique qui fut, durant plus de deux ans, le lot du comité du Conseil créé en 1989 pour étudier cette situation.

Les études et les multiples consultations qui ont été menées, tant sur le plan national que dans l'ensemble de la francophonie, ont toutes attesté des rapports obligatoires entre le développement de la recherche scientifique et la diffusion des résultats de cette recherche. Il est aussi apparu que la communication scientifique dépend largement de l'autonomie et de la liberté des chercheurs et des chercheuses dans le contexte international où ils évoluent.

Les rencontres que nous avons eues avec de nombreuses personnalités des milieux scientifiques du Québec, du Canada et de la francophonie, et les

réflexions qui en ont découlé nous autorisent à affirmer que la volonté marquée de la société québécoise de vivre en français peut très bien aller de pair avec les exigences de la démarche scientifique, avec le maintien des liens indispensables entre langue et pensée scientifique et, enfin, avec l'appropriation collective des bénéfices et des retombées de la recherche dans tous les secteurs d'activité d'une société.

En même temps qu'il lançait son avis sur la situation du français dans l'activité scientifique et technique, le Conseil rendait public un ouvrage regroupant quatre études, résultat des travaux commandés par le comité du Conseil responsable de la préparation de l'avis. En effet, le comité avait pour mandat, entre autres tâches, de dresser un bilan de situation de l'usage du français au Québec dans l'information scientifique et technique. C'est à cette partie du mandat du comité que répond l'ouvrage en question.

1.1.3 Langue, culture et politique culturelle

En se présentant devant la Commission parlementaire de la culture en novembre 1991, le Conseil de la langue française n'avait pas pour objectif de donner son avis sur l'ensemble de la proposition de politique culturelle préparée par le groupe présidé par Roland Arpin. Il cherchait plutôt à formuler des commentaires et à faire quelques suggestions sur certains points particuliers qu'il lui semblait important de signaler.

Le Conseil a estimé qu'il était opportun de rappeler qu'une politique de la culture au Québec doit tenir compte en tout premier lieu de la place et du rôle de la langue française dans le développement culturel du Québec. Il considérait par ailleurs qu'un tel projet de politique doit, entre autres choses, manifester une réelle préoccupation pour le développement de la culture scientifique, laquelle fait partie des composantes essentielles d'une culture moderne. Cette politique doit aussi se tourner prioritairement vers la jeunesse, sans oublier, toutefois, d'y énoncer l'apport des cultures minoritaires à celle de la majorité francophone en vue de la croissance harmonieuse d'une culture plurielle québécoise.

1.1.4 La coopération internationale

Depuis le début des années 1990, un grand nombre d'États connaissent de profondes mutations. Ces changements modifieront substantiellement l'organisation des rapports linguistiques au sein des États et entre les États. Elles entraîneront donc des modifications très importantes en ce qui concerne l'aménagement des langues véhiculaires, officielles et nationales. La coopération internationale est un outil essentiel de réussite en ce domaine.

Nous devons, à la lumière de notre mission et dans la mesure de nos moyens, utiliser cette coopération pour évaluer avec justesse et réalisme les enjeux linguistiques des mutations géopolitiques actuelles. À cette fin, nous devons, plus que jamais, miser d'abord sur nos liens de réciprocité avec nos partenaires de la francophonie et, ensuite, avec ceux des autres communautés linguistiques qui font face à des défis semblables aux nôtres.

Parce qu'il voulait, avec ses homologues de France et ceux des autres États de la francophonie, travailler à l'examen des nouvelles questions relatives aux chances d'avenir du français dans la conjoncture d'aujourd'hui, le Conseil a signé une entente avec le Conseil supérieur de la langue française et la Délégation générale de la langue française. En collaboration avec le premier organisme et le Conseil de la langue française de la Communauté française de Belgique, il a organisé le Séminaire international pour la promotion du français dans l'information scientifique et technique.

1.2 L'avenir

L'action menée par le gouvernement ainsi que les transformations économiques et sociales du Québec ont confirmé la reconnaissance du français comme langue d'usage au Québec. Par ailleurs, la mondialisation des marchés et l'avènement d'ententes internationales de libre-échange ne sont pas sans effet sur les pratiques linguistiques. C'est pourquoi le Conseil de la langue française, aujourd'hui placé dans un environnement différent de celui qui a présidé à sa création, doit savoir s'adapter à ce nouveau contexte et élaborer une stratégie d'étude et de recherche qui tient compte de cette nouvelle réalité.

En ce qui concerne la connaissance du français par les anglophones et les allophones, la francisation des entreprises ou l'effet des attributs linguistiques sur le revenu, les indicateurs de la situation linguistique au Québec montrent que la maîtrise et l'usage du français sont en progression. Cependant, cette progression dans l'importance du fait français comme valeur économique et sociale au Québec s'inscrit dans un contexte où les influences extérieures vont avoir une incidence de plus en plus grande sur son avenir.

Ces pressions sont liées à la diffusion de la science, à la technologie, à la culture de masse et au commerce international. Les communications dans ces grands secteurs d'activité se font de plus en plus en temps réel et utilisent principalement l'anglais comme langue et code international de communication.

Ces influences extérieures s'exercent au Québec comme partout dans le monde, mais surtout dans les entreprises dont l'avenir est lié à la haute technologie.

Elles sont aussi l'une des causes de la bilinguisation progressive des francophones, en particulier dans la région de Montréal. En conséquence, la politique de l'aménagement linguistique devra tenir compte d'une double dynamique :

- la nécessité de renforcer, en s'appuyant sur les gains obtenus, la connaissance et l'usage du français dans tous les champs d'activité au Québec ;
- l'importance de connaître et d'utiliser d'autres langues que le français, en particulier l'anglais, pour que le Québec puisse profiter le plus possible des transformations économiques, scientifiques et culturelles qui vont influencer sur son avenir.

C'est dans la perspective de cette double dynamique que le Conseil de la langue française a amorcé une réflexion visant à définir une démarche stratégique pour les prochaines années. Ce plan stratégique, que devrait bientôt adopter le Conseil, tiendra compte des activités passées du Conseil ainsi que du nouveau contexte dans lequel il devra mener ses activités futures.

À la préparation de ce plan stratégique s'ajoute la constitution de deux nouveaux comités de travail. Un premier comité a pour mandat d'étudier, du point de vue des objectifs de la politique québécoise de la langue française, les interrelations qui doivent exister entre la politique migratoire, la politique des communautés culturelles et les capacités d'accueil et d'adaptation du système socio-institutionnel québécois. Un deuxième comité est chargé d'étudier comment la politique publique et les actions institutionnelles québécoises peuvent contribuer à l'accroissement de la vitalité du français dans les communautés francophones et acadienne du Canada. Des consultations sont prévues afin de permettre aux comités de réaliser leurs mandats et de conseiller, par la suite, le ministre responsable de l'application de la *Charte*.

Conclusion

Les réalisations dont j'ai fait état, et d'autres qui sont présentées plus loin dans ce rapport, montrent que, au cours de l'année financière 1991-1992, le Conseil a respecté les aspects importants de son mandat. J'ai également mentionné le rôle qu'une démarche de planification stratégique amorcée en cours d'exercice par le Conseil devrait jouer dans l'élaboration de nouvelles perspectives de réflexion. Outre qu'elles faciliteront un renouvellement de la problématique, ces nouvelles perspectives permettront au Conseil de mieux s'acquitter de son rôle qui est de conseiller le ministre sur la politique québécoise de la langue française.

Chapitre II

Le Conseil de la langue française

2.1 Son mandat

Le mandat du Conseil de la langue française est défini dans le titre IV de la *Charte de la langue française* (voir l'annexe A).

Essentiellement, le Conseil doit conseiller le ministre sur la politique linguistique et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la *Charte*. Il lui faut donc notamment répondre aux questions qui lui sont soumises par le ministre. La *Charte* prévoit en outre que le Conseil doit surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut et à la qualité de la langue française, communiquer au ministre ses constatations et le saisir de toute situation qui appelle l'attention du gouvernement. Il doit enfin donner son avis sur les règlements préparés par l'Office de la langue française.

À ces fins, le Conseil peut entreprendre des études et recherches et former des comités de travail sur les questions qui se rattachent à la langue. Il peut aussi entendre les observations et suggestions des personnes et des groupes sur toutes les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française, de même que les observations d'organismes publics et privés sur les difficultés d'application de la loi. Celle-ci lui donne également le pouvoir d'informer le public sur tous les sujets ayant trait à la langue française au Québec.

2.2 Sa composition

Le Conseil de la langue française est composé de 12 membres : le président, le secrétaire et 10 autres personnes nommées par le gouvernement après consultation des associations socioculturelles, des organismes syndicaux, des associations patronales, des milieux universitaires et des groupes ethniques.

2.3 Son organisation et ses ressources

2.3.1 Le personnel

Le Conseil de la langue française avait, au 31 mars 1992, un effectif autorisé de 33 postes réguliers. Le tableau apparaissant au bas de cette page illustre la répartition de ces postes.

2.3.2. L'organigramme

Au service des 12 conseillers, la permanence du Conseil, pour l'année 1991-1992, se répartissait en deux directions et un secrétariat :

- La Direction des services administratifs et des communications a pour mandat la planification et la mise en œuvre des activités de gestion du Conseil ainsi que la préparation de la politique et des programmes de communication qui permettent d'assurer la visibilité et le rayonnement du Conseil.
- La Direction des études et recherches étudie l'évolution de la situation linguistique sur les plans démolinguistique, sociologique, linguistique et économique. Elle analyse toute autre question relative au statut et à la qualité de la langue française.
- Le Secrétariat assure la préparation des assemblées du Conseil, des réunions des comités auxquels il participe ainsi que la supervision des suites à leur donner. Il coordonne l'organisation des jurys qui étudient les candidatures aux prix décernés par le Conseil ainsi que l'organisation des activités extérieures, nationales et internationales, du Conseil.

Direction/ service	Personnel d'encadrement	Professionnels et professionnelles	Techniciens et techniciennes	Employés et employées de soutien	Total
Présidence et Secrétariat	3	3	—	3	9
Administration et communications	1	4	2	4	11
Études et recherches	1	9	—	3	13
Total	5	16	2	10	33
Effectifs autorisés	5	16	2	10	33

2.3.3 Les ressources financières

Les crédits accordés au Conseil de la langue française pour l'exercice 1991-1992 s'élèvent à 2 545 000 \$ et se répartissent comme suit :

Crédits par catégorie de dépenses (en milliers de dollars)

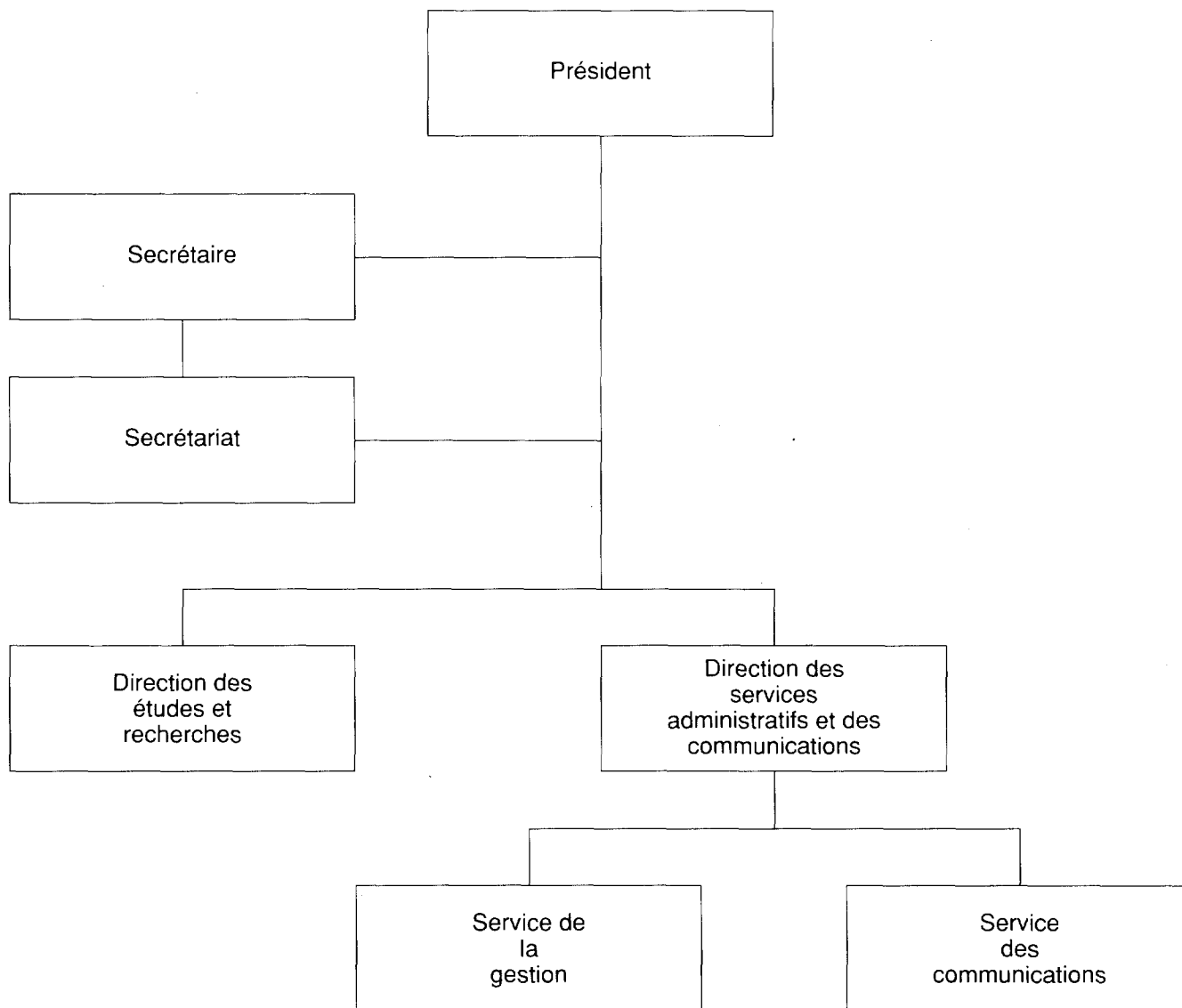
Traitements	1 590,7
Autres rémunérations	101,8
Communications	101,0
Services	365,6
Fournitures	40,0
Entretien	10,0
Loyer	227,7
Équipement	10,0
Capital	60,2
Transferts	38,0
Prêts et avances	1,0
	2 545,0

2.3.4 Les subventions et les prix

Le programme de subventions et de prix apporte une contribution au rayonnement et à la promotion de la langue française, à l'amélioration de la qualité de la langue écrite et parlée, à la consolidation du fait français ainsi qu'à l'appui des initiatives de personnes, de groupes, d'associations, d'institutions et d'organismes qui concourent à ces objectifs, tant au Québec qu'ailleurs en Amérique du Nord et dans l'ensemble du monde francophone. Une somme de 33 000 \$ a été versée à titre de subventions et de prix à des associations, groupes et personnes au cours de l'année 1991-1992 (voir l'annexe B).

Conseil de la langue française

Organigramme administratif



Chapitre III

Les activités du Conseil

3.1 Les assemblées

Au cours de l'exercice 1991-1992, le Conseil a tenu sept assemblées ordinaires et une assemblée extraordinaire. Les réunions ont eu lieu selon le calendrier suivant :

Le 5 avril 1991	144 ^e assemblée	Montréal
Le 7 juin 1991	145 ^e assemblée	Québec
Le 20 septembre 1991	146 ^e assemblée	Montréal
Le 7 octobre 1991	Assemblée extraordinaire	Montréal
Le 6 novembre 1991	147 ^e assemblée	Montréal
Le 11 décembre 1991	148 ^e assemblée	Québec
Le 21 février 1992	149 ^e assemblée	Montréal
Le 20 mars 1992	150 ^e assemblée	Montréal

3.2 Les avis

3.2.1 Avis sur la situation du français dans l'activité scientifique et technique (adopté le 7 juin 1991)

Les consultations menées pour la réalisation de cet avis ont attesté de l'existence des rapports obligatoires entre le développement de la recherche scientifique et la diffusion des résultats de cette recherche. Par ailleurs, les rencontres multiples conduites par le comité responsable de l'étude ont amené le Conseil à affirmer que le choix collectif qui fait du français la langue normale et habituelle de travail au Québec peut très bien aller de pair avec les exigences de la démarche scientifique, avec le maintien des liens entre langue et pensée scientifique et, enfin, avec l'appropriation collective des bénéfices et des retombées de la recherche dans tous les secteurs d'activité.

Le Conseil a aussi reconnu le fait que les chercheurs et chercheuses doivent parfois recourir à une langue commune pour s'insérer dans les réseaux internationaux. Cela ne signifie pas que cette langue commune doive remplacer les langues nationales. En effet, il est généralement admis que différents courants de pensée subissent non seulement des influences nationales et ethniques, mais aussi qu'il existe une interdépendance entre la culture, la langue de la recherche et le développement scientifique.

Dans ses 38 recommandations, le Conseil fait appel à la vigilance et à la responsabilité des scientifiques et de tous ceux et celles qui travaillent au développement des activités scientifiques et techniques

et il préconise diverses mesures pour encourager et soutenir leurs efforts.

Les recommandations s'appliquent à 10 domaines particuliers rattachés aux activités de recherche : les communications primaires et de synthèse, la documentation scientifique, les réseaux de scientifiques, la formation des scientifiques, l'évaluation des professeurs et des professeures, la langue des demandes de subventions, la terminologie, la sensibilisation du milieu universitaire, les activités de vulgarisation scientifique et technique et, enfin, la langue, la science et la culture.

En même temps que l'avis, le Conseil a fait paraître un ouvrage intitulé *Le français dans l'activité scientifique et technique. Quatre études* qui est le résultat des travaux commandés par le comité responsable de la préparation de l'avis. Ces études portent respectivement sur la mise à jour des données relatives à la langue de publication et de communication des chercheurs et des chercheuses rattachés aux universités francophones du Québec, sur la compilation des principales revues primaires et de synthèse dans lesquelles publient les chercheuses et chercheurs québécois rattachés aux universités francophones, sur l'usage du français et de l'anglais dans les centres universitaires de recherche biomédicale et, en dernier lieu, sur la langue des lectures obligatoires au premier cycle universitaire.

Enfin, toujours dans le cadre des activités qui ont entouré la préparation de l'avis, le Conseil a organisé, en collaboration avec le Conseil de la langue française de la Communauté française de Belgique et le Conseil supérieur de la langue française de France, un séminaire international qui a permis aux trois communautés de s'entendre sur des propositions d'actions à soumettre aux instances supérieures de chaque délégation officielle. Cette entente donne lieu à diverses activités et actions communes aux trois communautés.

3.2.2 Avis sur un projet de règlement adopté par l'Office de la langue française relatif à la francisation des entreprises (adopté le 20 septembre 1991)

Conformément à l'article 188d de la *Charte de la langue française*, le Conseil « doit donner son avis au ministre sur les règlements préparés par l'Office de la langue française ». Le projet qui lui a été soumis était destiné à remplacer par un seul les quatre règlements de l'Office, en vigueur depuis 1977 ou 1979 selon le

cas, portant sur la délivrance et la détention de certificats de francisation pour les entreprises employant 50 personnes ou plus. Les membres du Conseil se sont montrés favorables à ce regroupement, ainsi qu'à l'uniformisation des dispositions réglementaires à toutes les catégories d'entreprises. Ils ont signalé que le projet constituait une réglementation simplifiée, ce qui devrait en améliorer la compréhension, l'application et l'efficacité. Le Conseil a donc approuvé le projet dans son ensemble, compte tenu de quelques commentaires qu'il a formulés dans son avis au ministre.

3.2.3 Avis sur un projet de règlement adopté par l'Office de la langue française relatif à la langue du commerce et des affaires (adopté le 6 novembre 1991)

Conformément à l'article 188d de la *Charte de la langue française*, le Conseil « doit donner son avis au ministre sur les règlements préparés par l'Office de la langue française ». Le projet qui lui a été soumis était destiné à remplacer le règlement en titre, en vigueur depuis 1979. Le Conseil a considéré que la rédaction de plusieurs articles du règlement était nettement améliorée et en permettait une lecture plus facile. Globalement, le projet vise à libéraliser l'usage des langues dans les domaines culturel et éducatif, tant dans l'affichage public et la publicité commerciale qu'en ce qui concerne les inscriptions sur les produits. Il atteste aussi d'une ouverture au bilinguisme dans des secteurs particuliers de l'entreprise privée. Le Conseil a donné son appui au nouveau règlement sous réserve d'une série de commentaires contenus dans l'avis qu'il a remis au ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française*.

3.2.4 Langue, culture et politique culturelle : quelques aspects négligés par le rapport Arpin (adopté le 7 octobre 1991)

En novembre dernier a été présenté aux membres de la Commission de la culture, à l'occasion de la consultation publique sur la proposition du groupe Arpin, un mémoire préparé par le Conseil de la langue française.

Les membres du Conseil considèrent que le lien entre langue et culture est fondamental et que le groupe Arpin n'a pas suffisamment tenu compte de la composante qu'est la langue. Ils croient que devrait être élargi le champ d'une politique culturelle afin que la politique québécoise de la langue française puisse s'y arrimer de manière à intensifier le pouvoir d'attraction et de propagation de la langue. Le Conseil a acquis la conviction que le pouvoir d'attraction de la langue française au Québec, ailleurs au Canada et sur le plan international – lequel pouvoir est nécessaire pour assurer la vitalité d'une langue –, est directement pro-

portionnel à sa diffusion. De plus, il considère que l'efficacité, l'excellence et le prestige des productions culturelles peuvent contribuer à mettre en valeur la langue au point d'en faire une création permanente et une source de fierté collective.

Le mémoire, outre les remarques générales qu'on y trouve sur l'importance des liens entre langue et culture, s'attache à trois aspects qui semblent avoir été négligés dans le rapport Arpin. Ainsi, il rappelle à la Commission les recommandations de l'avis sur l'usage du français dans l'activité scientifique et technique et recommande qu'on porte une attention particulière à l'éducation scientifique des jeunes. Il recommande aussi une action concertée des ministères des Affaires culturelles et de l'Éducation pour s'attaquer au problème du désinvestissement des jeunes quant à la lecture ainsi que le montrent les données du rapport Arpin. Enfin, le Conseil souligne l'importance de doter un ministère de la Culture des moyens nécessaires pour rehausser le prestige de notre langue tout en s'assurant d'une meilleure diffusion des productions artistiques de toutes les cultures en présence au Québec.

3.3 Les comités

En vertu de l'article 198 de la *Charte de la langue française*, le Conseil s'est doté de comités spéciaux qui, sous divers mandats, étudient les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française au Québec.

3.3.1 Comité sur les industries de la langue

Présidé par Georges Koutchougoura, membre du Conseil, le comité est également composé de Jean-Claude Corbeil, conseiller-cadre, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches du Conseil, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Rosita Harvey, agente de recherche au Conseil, et Gaétan Rioux, membre du Conseil.

Le comité a reçu pour mandat :

- a) de retracer, dans les suites des Sommets de la francophonie de Paris (1986) et de Québec (1987), les définitions successives de l'expression « industries de la langue » ;
- b) de procéder à l'examen critique de cette notion ;
- c) d'examiner l'intérêt que ce champ d'activité présente pour le Québec, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique ;
- d) de définir et de proposer au gouvernement du Québec les éléments d'une stratégie politique et économique.

Le comité doit remettre son rapport au cours du prochain exercice financier.

3.3.2 Comité pour le français dans l'information scientifique et technique

Présidé par Christophe Auger, membre du Conseil, ce comité était composé de Bernard Bobée, professeur-chercheur à l'Institut de la recherche scientifique-Eau, Louise Dion, agente de recherche au Conseil, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches du Conseil, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Pierre-André Julien, professeur-chercheur en économie à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Maurice L'Abbé, ancien président du Conseil de la science et de la technologie, Maryse Lassonde, professeure de psychologie à l'Université de Montréal, Angéline Martel, membre du Conseil, Jean-Claude Richer, professeur de chimie à l'Université de Montréal, et Gilles Sénéchal, agent de recherche au Conseil.

Le Conseil avait confié au comité le mandat suivant :

- a) dresser un état de la situation du français au Québec dans l'information scientifique et technique, en particulier dans les publications et les communications ;
- b) examiner avec des interlocuteurs d'autres pays francophones préoccupés par cette question des mesures à promouvoir au sein de la francophonie ;
- c) proposer au Conseil de la langue française un ensemble de mesures qui permettront de favoriser la vitalité et le dynamisme du français dans l'information scientifique et technique.

Le comité a remis son rapport au cours de l'exercice financier.

3.3.3 Comité d'étude des règlements de l'Office de la langue française

Ce comité, créé en juin 1991, était dirigé par Pierre-Étienne Laporte. Il était composé des personnes suivantes : Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Michel Guillotte, membre du Conseil, Rosita Harvey, agente de recherche au Conseil, Gaétan Rioux, membre du Conseil, et Laurier Saint-Pierre, conseiller juridique au Conseil.

Le Conseil avait confié au comité le mandat d'étudier les projets de règlements de l'Office de la langue française relatifs à la francisation des entreprises et à la langue du commerce et des affaires.

Le comité a remis son rapport à l'automne 1991.

3.3.4 Comité pour le français dans les communautés francophones et acadienne du Canada

Ce comité, créé en décembre 1991, est présidé par Angéline Martel, membre du Conseil. Il est composé de Christophe Auger, membre du Conseil, Louis

Boudreau, membre du Conseil, Louise Dion, agente de recherche au Conseil, Edgar Gallant, ancien président de la Commission de la fonction publique du Canada, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches du Conseil, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Yolande Grisé, directrice du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, François Rivest, agent de recherche au Conseil, Gilles Sénéchal, agent de recherche au Conseil, et Charles Taylor, membre du Conseil.

Le Conseil a confié au comité le mandat suivant :

- a) faire le bilan des actions posées, des programmes gouvernementaux et des liens que le Québec a entretenus avec la francophonie des autres provinces et territoires canadiens ;
- b) étudier l'incidence de ces initiatives et de ces rapports sur la vitalité du français ;
- c) déterminer les actions et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir et même, au besoin, accroître la vitalité du français dans les communautés francophones du Canada et au Québec.

Le comité doit remettre son rapport au cours de l'exercice 1993-1994.

3.3.5 Comité démographie-immigration-langue

Le comité a été créé en décembre 1991. Il est présidé par Émile Ollivier, membre du Conseil, et composé des personnes suivantes : Monique Daigle, directrice des politiques et programmes d'intégration linguistique au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Daniel Fecteau, directeur des services de santé et des services communautaires du conseil d'administration du CLSC Saint-Laurent, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Rosita Harvey, agente de recherche au Conseil, Évelyne Lapiere-Adamcyk, membre du Conseil, Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, Mona Leblanc, coordonnatrice-cadre de l'enseignement général au secondaire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Mireille Levesque, agente de recherche au Conseil, Daniel Monnier, agent de recherche au Conseil, Michel Paillé, agent de recherche au Conseil, Charles Taylor, membre du Conseil.

Le Conseil a confié au comité le mandat suivant :

- a) étudier les interactions entre les immigrants, les communautés culturelles et les institutions québécoises afin de repérer les facteurs qui sont le plus capables d'assurer le succès de la politique linguistique définie selon des critères, notamment, de diffusion, d'utilisation, de connaissance, d'intégration, d'identification et de loyauté. Pour ce faire, étudier les facteurs démographiques et de

gestion migratoire relatifs à ces interactions et évaluer les capacités d'accueil socio-institutionnelles du Québec en faisant le bilan, entre autres choses, des pratiques innovatrices en cette matière ;

- b) à la lumière de ces informations, rédiger un avis à l'intention du ministre quant aux relations entre les volets population, immigration et communautés culturelles de la situation linguistique ;
- c) proposer des mesures visant à assurer la réalisation des objectifs à court terme et à long terme de la politique québécoise de la langue française.

Le comité doit déposer son rapport durant l'exercice financier 1993-1994.

3.4 Les études et recherches

Au cours de l'année 1991-1992, la Direction des études et recherches a participé activement aux comités du Conseil, en assurant la recherche documentaire, la réalisation d'enquêtes ou d'études directement liées aux besoins des comités et la rédaction de documents utiles aux prises de position du Conseil. Elle a, en outre, poursuivi ses travaux de recherche sectoriels afin d'aider les membres du Conseil à remplir le mandat de surveillance de la situation linguistique au Québec qui lui est confié par la *Charte*. Elle a, par ailleurs, assuré le suivi des dossiers rendus publics au cours des années précédentes en participant à des rencontres et à des colloques, en rédigeant des articles et en répondant à des demandes d'entrevues et d'information. Ce rapport ne fait état que des études ou enquêtes réalisées ou en cours, réparties selon les domaines démographique, économique, linguistique et sociologique.

3.4.1 Domaine démographique

En 1991-1992, les activités courantes dans ce domaine ont permis de suivre l'évolution de la situation démographique québécoise. Voici la liste des études terminées ou en cours.

3.4.1.1 La mobilité linguistique au Québec

Depuis que le recensement canadien s'informe simultanément de la langue d'usage au foyer et de la langue maternelle des Canadiens et des Canadiennes, aucune synthèse n'a été faite de ce phénomène important qu'est la mobilité linguistique ; une étude comblera cette lacune. La première partie de cette étude traite de la critique des sources de données et de la problématique théorique de cette question. La seconde partie analyse la mobilité linguistique, telle qu'on peut l'observer à la lumière des données du recensement de 1986, et compare la situation québécoise à cet égard à celle des autres provinces. Charles Castonguay, de l'Université d'Ottawa, est chargé de cette étude.

3.4.1.2 Perspectives de la population du Québec selon les groupes linguistiques

En 1988, le Conseil de la langue française a publié une synthèse de la situation démographique du Québec qui couvre une période de 30 ans, de 1951 à 1981 (par Marc Termote et Danielle Gauvreau). Une nouvelle étude établira un bilan similaire pour les années 1981 à 1986 et, surtout, dégagera des perspectives démographiques selon la langue d'usage au foyer (1986-2021). Le Conseil a confié cette recherche à Marc Termote de l'Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation.

3.4.2 Domaine économique

Les activités de la Direction des études et recherches en ce domaine sont liées au projet « Indicateurs linguistiques » et consistent essentiellement en des mises à jour de données. Une seule étude extensive a été terminée.

3.4.2.1 Langue et statut économique au Québec : la situation en 1985 et l'évolution depuis 1980

L'étude vise à faire le point sur la situation économique des membres des trois groupes linguistiques en 1985 et à la comparer avec celle de 1970 et de 1980. Elle constitue une mise à jour de l'ouvrage du Conseil intitulé *Langue et disparités de statut économique au Québec* (« Dossiers », n° 28, 1988). Cette étude a été confiée au professeur François Vaillancourt du Centre de recherche et de développement économique de l'Université de Montréal.

3.4.3 Domaine linguistique

La Direction des études et recherches a mis en place un groupe de travail interne pour définir les axes de recherche en ce domaine pour les trois prochaines années. Outre cette activité, deux études ont été menées ou mises en place.

3.4.3.1 Les langues autochtones au Québec

Cette étude fait la synthèse de la situation linguistique et sociolinguistique des communautés autochtones du Québec. Sous la responsabilité de Jacques Maurais, ce collectif regroupe des articles des principaux chercheurs (québécois ou autochtones) qui ont étudié les langues autochtones du Québec.

3.4.3.2 Projet DIEPE : comparaison des performances écrites et des conditions d'enseignement (France, Belgique, Suisse, Québec)

Le projet DIEPE est une recherche exploratoire internationale réalisée simultanément en Belgique, en France, au Québec et en Suisse. Cette recherche porte

sur les conditions et les pratiques de l'enseignement et de l'apprentissage de l'écrit au secondaire ainsi que sur le savoir-écrire des élèves.

La troisième année du secondaire a été choisie du fait qu'elle constitue la dernière année où, d'une part, dans les quatre régions ou pays en cause, la majorité des élèves sont encore à l'âge de la fréquentation obligatoire et où, d'autre part, le phénomène de sélection qu'entraîne l'apparition de cheminements professionnels ou techniques n'est pas encore apparu de façon importante.

Des données seront recueillies au printemps 1993 auprès d'un échantillon aléatoire d'environ 2 000 élèves de troisième année du secondaire, dans chaque pays ou région, et auprès des professeurs et des professeures de français de ces élèves. Pour assurer une meilleure comparabilité, seuls les élèves qui sont de l'âge moyen que l'on retrouve en troisième année (c'est-à-dire qui n'ont pas doublé ou fait d'études accélérées) seront retenus.

Cette étude est un projet conjoint :

- Québec : ministère de l'Éducation, Secrétariat à la politique linguistique, Conseil de la langue française.
- France : ministère de l'Éducation.
- Communauté française de Belgique : Service de la langue française.
- Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), Fédération internationale des professeurs de français (Commission du français, langue maternelle) (FIPF [CFLM]).

Gilles Gagné et Jean-Pierre Lalande de l'Université de Montréal réalisent le volet québécois. Francine Gagné est responsable de ce dossier au Conseil.

3.4.4 Domaine sociologique

L'orientation générale des études sociologiques menées à la Direction des études et recherches est celle de bilans de situation quant au statut du français dans différents domaines. Un certain nombre d'analyses de l'évolution des situations sont amorcées et deux groupes de travail internes ont été mis en place : l'un sur l'immigration et l'autre sur la langue de travail et les répercussions de l'ouverture mondiale des marchés.

3.4.4.1 Les comportements linguistiques des immigrants. Analyse de données d'enquête

L'objectif de l'étude est de décrire le comportement linguistique de trois groupes de travailleuses et de travailleurs québécois, soit les immigrantes et immigrants venus depuis 1976, les immigrantes et immigrants établis avant 1976 et les allophones nés au

Québec. Le comportement linguistique est mesuré sur la base de l'apprentissage de la langue, de son usage, de son emploi dans les communications formelles au travail et hors du travail (consommation, loisirs). Ces analyses permettront aussi d'examiner les facteurs qui favorisent ou défavorisent l'usage du français par ces trois groupes de travailleuses et de travailleurs.

L'échantillon (3 750 personnes) est représentatif de l'ensemble des immigrantes et des immigrants qui habitent l'île de Montréal. Cette enquête est réalisée dans le cadre des travaux du Comité démographie-immigration-langue. La collecte des données a été réalisée par JTD inc. et Daniel Monnier en assure la conception, la supervision et l'analyse.

3.4.4.2 Groupes d'entrevues sur le français, langue de travail

Ce projet vise à analyser les facteurs qui président à l'usage des langues au travail à partir de groupes d'entrevues auxquels ont participé 110 travailleuses et travailleurs employés dans 92 entreprises de la région de Montréal. L'importance grandissante du commerce international ainsi que l'accroissement de l'immigration et de l'informatisation contribuent à multiplier les échanges interlinguistiques et à diversifier l'usage des langues au travail. Ces analyses permettront, entre autres choses, de mettre à jour le questionnaire du Conseil sur la langue de travail au Québec.

La réalisation des groupes d'entrevues a été confiée à la firme Écart-Type inc., et Paul Béland, agent de recherche au Conseil, en assure la conception, la supervision et l'analyse qualitative quantifiée.

3.4.4.3 Les jeunes et le français

Ce travail est une mise à jour de la vaste étude sur la conscience linguistique des jeunes Québécois, menée en 1978-1979 auprès des élèves qui fréquentent les classes de quatrième et cinquième années du secondaire et de première et deuxième années du cégep. L'objectif du premier volet est d'analyser l'évolution des comportements, des attitudes et des opinions des jeunes francophones à l'égard du français entre 1979 et 1991. Cette partie de l'étude a été menée en concertation avec la Fédération des jeunes Canadiens français dans le cadre de leur projet « Vision d'avenir ». Le deuxième volet poursuit les mêmes objectifs auprès des jeunes anglophones. Il est réalisé en collaboration avec le Secrétariat d'État du Canada. Uli Locher, professeur à l'Université McGill, s'est vu confier la réalisation de ces enquêtes pour le Conseil.

3.4.4.4 Indicateurs de la situation linguistique au Québec

En 1991-1992, l'équipe du projet PIL a poursuivi la mise à jour du fascicule des indicateurs de la situation linguistique au Québec et a créé quelques nouveaux indicateurs. Ce document constitue un tableau de bord de la francisation au Québec et peut servir en même temps d'outil d'information, d'analyse et de gestion. Y sont rassemblés des indicateurs de situation et de programme concernant les aspects suivants : démographie, immigration, éducation, travail, revenu, communication, culture, francisation des entreprises et de l'Administration, demandes d'enquête à la Commission de protection de la langue française, admissibilité à l'enseignement en anglais et toponymie.

Ce document est le fruit d'un travail conjoint : Secrétariat à la politique linguistique, Conseil de la langue française, Office de la langue française, Commission de protection de la langue française, Commission de toponymie. Il est réalisé avec la collaboration des ministères des Affaires culturelles, des Communautés culturelles et de l'Immigration, des Communications, de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science. Paul Béland, Yvon Desjardins et Louise Sylvain sont responsables de ce dossier au Conseil.

3.5 Les activités publiques

3.5.1 Les prix et décorations

3.5.1.1 L'Ordre des francophones d'Amérique

Cette distinction a pour but de reconnaître les mérites de personnes qui se sont consacrées au maintien et à l'épanouissement de la langue française, ont accordé leur soutien à l'essor de la vie française en Amérique ou l'ont fait connaître ailleurs dans le monde.

Pour souligner l'exceptionnelle qualité de la participation à la vie française en Amérique, le Conseil décerne annuellement depuis 1978 les insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique. Chaque récipiendaire reçoit un parchemin attestant qu'il ou elle est membre de l'Ordre des francophones d'Amérique et une médaille frappée à son nom.

Le 7 juin 1991, les membres du Conseil entérinaient les recommandations du jury de l'Ordre. Pour la quatorzième année consécutive, l'Ordre des francophones d'Amérique sera donc remis à 12 personnalités du Québec, d'Amérique ou d'ailleurs pour leur dévouement à la cause du français (voir l'annexe C).

3.5.1.2 Le prix Jules-Fournier

Afin de promouvoir la qualité de la langue chez les journalistes, le Conseil a créé, en 1980, le prix Jules-Fournier. Ce prix évoque la carrière de ce journaliste québécois (1884-1918) reconnu pour la vigueur, la clarté et la précision de son style. Il travailla successivement à *La Presse*, au *Canada*, au *Devoir* et à *La Patrie* avant de succéder à Olivar Asselin à la direction du *Nationaliste* et de fonder par la suite son propre journal, *L'Action*.

Ce prix, assorti d'une bourse de 5 000 \$, a été décerné à Réal Pelletier, journaliste à *La Presse*. Le jury lui a reconnu sans conteste les qualités requises pour l'obtention du prix Jules-Fournier. Les membres ont souligné l'exceptionnelle vitalité d'une écriture qui s'est maintenue durant plus de 30 ans de carrière. Le prix lui a été décerné en raison de sa maîtrise de toutes les facettes du métier de journaliste et du style d'écriture qu'il a su développer, caractérisé par sa simplicité, son naturel, son enthousiasme, son sens de l'humour et son humanisme.

3.6 Les communications

Le Service des communications du Conseil consacre une partie de ses activités à l'édition des travaux de recherche, d'études, d'enquêtes et d'avis du Conseil.

Les publications du Conseil sont diffusées dans deux collections : « Dossiers » et « Notes et documents ». Elles comprennent aussi quelques titres hors collection auxquels s'ajoutent divers dépliants et documents.

3.6.1 La collection « Notes et documents »

Cette collection regroupe des travaux de type documentaire. On y trouve des rapports, comptes rendus, ouvrages collectifs et documents de référence relatifs à la connaissance de la situation du français au Québec et ailleurs dans le monde. Au cours de 1991-1992, le Conseil a édité deux nouveaux titres dans cette collection :

- 1) *Le français dans l'activité scientifique et technique. Quatre études*, par Arnold J. Drapeau, François Rocher, Francine Gagné et François Rivest, « Notes et documents », n° 79

Ces études ont été commandées par le Comité pour le français dans l'information scientifique et technique (COFIST), créé en novembre 1989 par le Conseil. Elles accompagnaient un rapport et avis portant sur le sujet.

- 2) *Les écoliers du Canada admissibles à recevoir leur instruction en français ou en anglais*, par Michel Paillé, « Notes et documents », n° 80

L'auteur analyse les données du recensement de 1986 qui portent sur les enfants des citoyens canadiens de langue maternelle française ou anglaise, les compare avec les inscriptions dans les écoles dispensant l'instruction aux minorités francophones hors Québec ou à la minorité anglophone du Québec et fait état de la transmission de la langue maternelle des parents à leurs enfants.

3.6.2 La collection « Dossiers »

Cette collection regroupe des ouvrages de type scientifique. Il s'agit principalement de rapports de recherche et d'analyses préparés par des sociologues, démographes, linguistes, juristes, etc., et qui portent sur le statut de la langue française et sur l'évolution des situations linguistiques. En 1991-1992, le Conseil a publié deux titres dans cette collection :

- 1) *L'usage du français au travail. Situation et tendances*, par Paul Béland, « Dossiers », n° 33

L'ouvrage fournit des informations de première main à toutes les personnes intéressées par la question linguistique, notamment les agents de francisation, les membres des directions d'entreprise, des comités de francisation ou des syndicats. Il s'adresse aussi aux personnes qui veulent réfléchir à la situation future du français au Québec dans le nouveau contexte d'internationalisation des marchés, de la mondialisation de l'information et de l'informatisation.

- 2) *Langue et statut économique au Québec, 1980-1985*, par François Vaillancourt, « Dossiers », n° 34

À partir des résultats des derniers recensements, l'auteur analyse l'évolution des revenus des Québécois et l'effet net des attributs linguistiques : langue maternelle et connaissance du français et de l'anglais.

3.6.3 Les avis

- 1) *Avis sur la situation du français dans l'activité scientifique et technique*

Cet avis formule 38 recommandations qui s'appliquent à 10 domaines particuliers de la recherche et qui touchent autant les communications que la formation et l'évaluation des universitaires. Ces recommandations visent la promotion du français dans les principaux secteurs de l'activité scientifique et technique.

- 2) *Avis sur un projet de règlement adopté par l'Office de la langue française relatif à la francisation des entreprises*

Le Conseil a le devoir de donner son avis au ministre quant aux règlements préparés par l'Office. Le Conseil a approuvé le document dans son ensemble, compte tenu de quelques commentaires communiqués au ministre.

- 3) *Avis sur un projet de règlement adopté par l'Office de la langue française relatif à la langue du commerce et des affaires*

Comme pour le précédent avis, le Conseil a formulé au ministre ses recommandations sur le projet de règlement qui vise à libéraliser l'usage des langues dans les domaines culturel et éducatif, tant dans l'affichage public et la publicité commerciale qu'en ce qui a trait aux inscriptions sur les produits. Le Conseil a donné son appui à ce règlement.

3.6.4 Hors collection

- 1) *Réal Pelletier, prix Jules-Fournier 1991*

Cette publication regroupe une douzaine de chroniques de Réal Pelletier parues dans le journal *La Presse*.

- 2) *Langue, culture et politique culturelle : quelques aspects négligés par le rapport Arpin*

Mémoire du Conseil présenté à la Commission de la culture.

- 3) *La grille de l'interface-utilisateur*

Document publié pour le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI).

- 4) *Indicateurs de la situation linguistique au Québec*

Publication produite par le Conseil de la langue française, en collaboration avec plusieurs organismes et ministères.

En outre, afin de répondre à la demande du public, le Conseil a réimprimé plusieurs titres en 1991-1992.

3.6.5 Le Bulletin du Conseil de la langue française

Pour soutenir et prolonger l'action du Conseil tout en alimentant la réflexion publique sur l'état actuel et l'avenir de la langue française, le Conseil a poursuivi la publication de son *Bulletin*.

Au cours de 1991-1992, le Conseil a fait paraître deux numéros qui ont traité principalement de l'usage du français au travail, des modifications de l'orthographe et du français dans l'activité scientifique et technique.

3.6.6 Le Centre de documentation

Le Centre met au service des chercheurs du Conseil, des étudiants et étudiantes et du public en général plusieurs milliers de volumes et plus d'une centaine de revues et de journaux spécialisés.

Il a atteint cet objectif en consentant 520 prêts de volumes, périodiques, documents dans les domaines linguistique, démographique, juridique, économique et sociologique.

3.7 Les relations extérieures

Le Conseil de la langue française entretient des liens avec des organismes et des associations d'Amérique, d'Europe et d'ailleurs dans le monde qui, comme lui, se soucient des questions inhérentes à l'aménagement linguistique, c'est-à-dire qui se rapportent au statut et à la qualité de la langue. Le Secrétariat du Conseil travaille actuellement à la rédaction d'un document sur les orientations de la coopération linguistique internationale qui décrira les besoins et les actions du Conseil. De cette manière, celui-ci continuera d'inscrire sa participation au rayonnement du Québec partout dans le monde tout en tirant parti des expériences étrangères en matière de langue.

En Amérique

En vertu de son mandat, le Conseil étudie l'évolution de la situation linguistique au Québec. Il se préoccupe aussi de la vitalité du français dans l'ensemble des communautés de langue française au Canada et, par conséquent, entretient des relations avec plusieurs groupes représentatifs des minorités francophones des autres provinces. Il maintient aussi des liens avec divers groupes intéressés à la réalité francophone nord-américaine, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ainsi le Conseil collabore avec le Secrétariat permanent des peuples francophones, dont le mandat se termine à la fin du présent exercice financier, et avec le Conseil de la vie française en Amérique, notamment par sa contribution au prix Champlain. Il est aussi en contact avec des représentants du Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes et avec la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.

Le Conseil s'intéresse également aux signes porteurs d'avenir au sein des communautés francophones et acadienne du Canada. C'est pourquoi il a créé le Comité pour le français dans les communautés francophones et acadienne du Canada dont le mandat est décrit plus avant dans ce rapport.

Depuis 1978, le Conseil remet annuellement les insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique à des personnalités du Québec, du Canada, des États-Unis ou d'ailleurs pour leur contribution à l'épanouis-

sement et à la diffusion du français dans leurs milieux respectifs.

Au cours de l'année financière qui se termine, le président du Conseil a rencontré le commissaire aux langues officielles du Canada et des représentants du Secrétariat d'État du Canada. De plus, il a donné quelques communications au Canada et aux États-Unis; en effet, il a été invité à prononcer une conférence, à l'Université d'Ottawa, sur « le débat linguistique canadien des années à venir à la lumière des changements géolinguistiques en cours » et une autre, à Binghamton, sur « les dilemmes de la traduction dans les humanités et les sciences sociales » à un colloque organisé par l'Université de New York sur le défi des équivalences officielles en traduction. Le secrétaire du Conseil a participé à l'assemblée annuelle de la Fédération des francophones hors Québec qui, à cette occasion, a changé sa dénomination pour celle de Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.

En contrepartie, le Conseil a reçu, entre autres invités, des membres de l'Agence de presse francophone qui effectuaient une tournée au Québec.

En Europe

En France

Depuis sa création, le Conseil entretient des liens particuliers avec la France. Ces relations ont trait à l'échange de vues sur des questions touchant à la francophonie tout entière, à diverses ententes de collaboration, ou à des travaux communs concernant l'un ou l'autre des dossiers de recherche dans lesquels est engagée la permanence du Conseil. L'année qui se termine a été marquée par un accroissement des échanges que le Conseil effectue avec ses homologues de la République française. Le 15 mai 1991, à Paris et en présence du délégué général du Québec, le Conseil a signé un accord de coopération en matière linguistique avec le Conseil supérieur de la langue française et la Délégation générale à la langue française. Cette entente, fruit d'une initiative québécoise, vient renforcer la portée des actions des trois organismes linguistiques qui pourront, le cas échéant, émettre des avis convergents à leurs instances supérieures respectives.

En étroite collaboration avec le Conseil supérieur de la langue française et la Délégation générale à la langue française de même qu'avec le Conseil de la langue française de la Communauté française de Belgique, le Conseil a organisé un séminaire international pour la promotion du français dans l'information scientifique et technique (IST); des représentants de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et de l'AUF-UREF ont pris part égale-

ment à cette rencontre scientifique à titre d'observateurs. Cet événement s'est déroulé à Paris, au siège de l'ACCT, les 13, 14 et 15 mai 1991. Il a permis à chacun des organismes linguistiques de dresser un tableau de la situation, d'examiner les mesures communes qui pourraient favoriser la promotion du français dans l'IST et de proposer des stratégies d'actions francophones à soumettre aux gouvernements respectifs. Ces organismes linguistiques ont formé un groupe tripartite chargé d'assurer un suivi aux recommandations adoptées pendant ce séminaire et qui devra, l'an prochain à Bruxelles, dresser un premier bilan. Le Conseil avait mandaté à ce séminaire international les membres du Comité pour le français dans l'information scientifique et technique (COFIST), présidé par Christophe Auger, membre du Conseil, et composé de scientifiques québécois, de membres du Conseil et de la permanence.

De même, le Conseil maintient des liens avec d'autres organismes français :

- l'Académie française;
- le Conseil international de la langue française (CILF);
- le Haut Conseil de la francophonie;
- l'Institut national de la langue française (INALF);
- l'Institut de recherche sur l'avenir du français (IRAF);
- l'Observatoire français des industries de la langue (OFIL);
- le Groupe d'étude sur le plurilinguisme européen (GEPE);
- le Conseil international de recherche et d'étude en linguistique fondamentale et appliquée (CIRELFA);
- l'Observatoire français de la décision politique.

D'ailleurs, le président du Conseil a rencontré plusieurs des dirigeants de ces organismes français à l'occasion de sa mission en France. Il a été reçu par Daniel Oster, chargé de mission à l'Académie française. Nommé récemment membre du Conseil international de la langue française (CILF), Pierre-Étienne Laporte a eu l'occasion de discuter avec Hubert Joly, secrétaire général de cet organisme linguistique, de la place du français dans l'information scientifique et technique et de l'avenir du français, langue internationale. De plus, invité par le Groupe d'étude sur le plurilinguisme européen (GEPE), il a donné une conférence sur les réflexions à tenir sur les politiques linguistiques à partir des expériences canadienne et québécoise dans le cadre du III^e colloque organisé par le GEPE et intitulé « Politiques linguistiques en Europe : approches théoriques ».

Deux agents de recherche du Conseil ont aussi été amenés à se rendre successivement en France pour prendre part aux délibérations du Comité international relatif à l'étude sur l'enseignement du français, langue maternelle – Réseau DIEPE. Francine Gagné, secrétaire du comité québécois et du comité international, s'est rendue à Bordeaux pour participer à la première rencontre de ce comité; Paul Béland a assisté à la deuxième réunion qui s'est tenue à Sèvres.

En contrepartie, au cours de l'année, le président ainsi que certains membres du Conseil et de la permanence ont rencontré des représentants d'associations et d'organismes :

- le vice-président du Conseil supérieur de la langue française, Bernard Quemada;
- le Délégué général à la langue française, Bernard Cerquiglini;
- des chargés de mission rattachés à la Délégation générale à la langue française.

Les discussions ont principalement porté sur la faisabilité de la mise en œuvre des modifications orthographiques, le Réseau des industries de la langue, les projets de recherche consécutifs à l'entente, la Semaine du français en France et au Québec et le suivi du Séminaire international pour la promotion du français dans l'information scientifique et technique.

En Belgique

Le Conseil entretient également des liens étroits avec quelques organismes de la Communauté française de Belgique (CFB), en particulier avec le Conseil et le Service de la langue française de la CFB.

Au cours du dernier exercice, le Conseil a mis en place des projets de recherche conjoints qui tiennent compte des orientations de l'entente qu'il a signée en 1989 avec ces deux organismes linguistiques de la CFB. À cet effet, le secrétaire du Conseil, Antoine Godbout, et Louise Dion, coordonnatrice des relations extérieures, ont rencontré Martine Garsou, secrétaire d'administration du Service de la langue française de la CFB, pour dresser le bilan de ces actions conjointes. La rencontre a porté principalement sur les dossiers du français dans l'information scientifique et technique (IST), les indicateurs linguistiques Montréal-Bruxelles ainsi que le projet de description internationale des enseignements et des performances écrites (DIEPE).

Le projet DIEPE, qui a été mis en œuvre grâce à des subventions du Conseil québécois et du Conseil et du Service de la CFB, est une recherche exploratoire internationale dont on trouve la description en 3.4.3.2.

Ailleurs dans le monde

En raison des liens privilégiés que le Conseil entretient avec la Catalogne, le président s'est rendu à

Barcelone pour discuter de recherche en aménagement linguistique avec les dirigeants de la Generalitat de Catalunya et le président de l'Institut d'Estudis Catalans. Invité par l'association basque Publizkuntza, il a prononcé une conférence intitulée « Publicité et langues au Québec : législation, création et rentabilité » au premier congrès organisé par cette association.

Le président du Conseil s'est également rendu en Finlande et en Suède pour participer au congrès de l'Association nordique des études canadiennes (ANEC) sur les minorités dans les sociétés multiculturelles, au cours duquel il a donné une communication sur les divers aspects de l'aménagement linguistique au Québec et en Finlande. Il a de plus discuté des questions d'aménagement linguistique au Québec à l'Institut des langues romanes, à l'Université de Stockholm de même qu'à l'Université d'Uppsala.

Un agent de recherche du Conseil, Jacques Maurais, a été invité à participer comme conférencier au cinquième congrès de l'ACSI (Association for Canadian Studies in Ireland) qui a eu lieu à Cobh, dans le comté de Cork. À l'occasion de ce voyage, il a rencontré des dirigeants d'organismes irlandais qui travaillent dans le champ de l'aménagement linguistique, tels que l'Institut de linguistique d'Irlande (ITE) et l'École d'études celtiques du Dublin Institute for Advanced Studies.

À la demande de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), Jacques Maurais a aussi présidé un séminaire sur les offices de langues nationales africaines, qui s'est tenu à Brazzaville.

Par ailleurs, le Conseil a reçu pendant un mois la vice-directrice de l'Institut de linguistique de l'Académie des sciences de Moscou et directrice du Centre de recherche sur les langues ethniques, Vida Mikhaltchenko. Celle-ci est venue faire des études en vue d'un ouvrage qu'elle prépare sur l'aménagement linguistique au Québec. Pendant son séjour, elle a donné aux chercheurs du Conseil ainsi qu'aux professeures et professeurs du Centre international de recherche en aménagement linguistique (CIRAL) un séminaire sur la situation des langues minoritaires dans l'ex-URSS.

Le Conseil a également accueilli des visiteurs du Mexique, du Burundi et de la République Centrafricaine intéressés les uns par l'enseignement du français, langue maternelle et langue seconde, les autres par les problèmes d'aménagement linguistique.

ANNEXE A

Extraits de la Charte de la langue française

TITRE IV

LE CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

- Interprétation: **185.** Dans le présent titre, on entend par:
- « Conseil »; a) « Conseil », le Conseil de la langue française;
 - « ministre »; b) « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
 - « Office ». c) « Office », l'Office de la langue française.
- 1977, c. 5, a. 185.
- Institution. **186.** Un Conseil de la langue française est institué pour conseiller le ministre sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente loi.
- 1977, c. 5, a. 186.
- Composition. **187.** Le Conseil est composé de douze membres, nommés par le gouvernement, comme suit:
- a) le président et un secrétaire;
 - b) deux personnes choisies après consultation des associations socio-culturelles représentatives;
 - c) deux personnes choisies après consultation des organismes syndicaux représentatifs;
 - d) deux personnes choisies après consultation des associations patronales représentatives;
 - e) deux personnes choisies après consultation des milieux universitaires;
 - f) deux personnes choisies après consultation des associations représentatives des groupes ethniques.
- 1977, c. 5, a. 187.
- Devoirs du Conseil. **188.** Le Conseil doit:
- a) donner son avis au ministre sur les questions que celui-ci lui soumet touchant la situation de la langue française au Québec et l'interprétation ou l'application de la présente loi;
 - b) surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut de la langue française et à sa qualité et communiquer au ministre ses constatations et ses conclusions;
 - c) saisir le ministre des questions relatives à la langue qui, à son avis, appellent l'attention ou l'action du gouvernement;
 - d) donner son avis au ministre sur les règlements préparés par l'Office.
- 1977, c. 5, a. 188.

Pouvoirs du Conseil.

189. Le Conseil peut :

- a) recevoir et entendre les observations et suggestions des individus et des groupes sur les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française ;
- b) avec l'assentiment du ministre, entreprendre l'étude de questions se rattachant à la langue et effectuer ou faire effectuer les recherches appropriées ;
- c) recevoir les observations des organismes de l'Administration et des entreprises sur les difficultés d'application de la présente loi et faire rapport au ministre ;
- d) informer le public sur les questions concernant la langue française au Québec ;
- e) adopter un règlement de régie interne soumis à l'approbation du gouvernement.

1977, c. 5, a. 189.

Les articles 198 et 199 confèrent au Conseil des pouvoirs supplémentaires relatifs à la création de comités spéciaux et à l'engagement du personnel requis pour accomplir son mandat.

Comités spéciaux.

198. Le Conseil peut, avec l'assentiment du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude des questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

Composition et indemnisation.

Ces comités peuvent, avec l'approbation préalable du ministre, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil. Les allocations de présence et les honoraires de ces personnes sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

1977, c. 5, a. 198.

Personnel additionnel.

199. Outre le personnel visé à l'article 197, le Conseil peut, avec l'assentiment du ministre, engager les personnes requises pour effectuer des travaux dûment autorisés.

1977, c. 5, a. 199.

ANNEXE B

Subventions accordées	En dollars
La Société québécoise de communication et de recherche en informatique, pour la publication de la revue <i>Technologie de l'information et société</i>	5 000
L'Association internationale pour la recherche en pédagogie de la langue maternelle (PLM), à titre d'aide à la publication de la revue internationale sur l'apprentissage et l'enseignement de la langue maternelle	3 000
L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), à titre d'aide à la promotion et à la diffusion de son programme de sensibilisation à la lecture	5 000
L'Association des usagers de la langue française (ASULF), à titre d'aide au fonctionnement de l'association	3 000
Le prix ex-æquo au concours sur l'aménagement d'une place de l'Amérique française à Claude Lafrance	1 500
Le Colloque international sur les anglicismes et leur traitement lexicographique, à titre d'aide à la tenue du colloque	5 500
Le prix Jules-Fournier 1991 à Réal Pelletier	5 000
Le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI), à titre d'aide au financement du CAFI	5 000
Total	33 000

ANNEXE C

Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique

Du Québec

François-Albert Angers

Lise Bissonnette

Gaston Miron

Hélène Pelletier-Baillargeon

De l'Acadie

Jean Cadieux

Père Clarence d'Entremont

De l'Ontario

Yves Poirier

De l'Ouest canadien

Irène Mahé

Des États-Unis

Elmo Authement

Marie Létourneau-Galanti

De la francophonie internationale

Roland Béguelin

Henri Lopès

Composition typographique : Mono-Lino inc.
Achevé d'imprimer en novembre 1992
sur les presses de l'imprimerie
Auger inc. Pointe-du-Lac



Gouvernement du Québec
Conseil de la langue
française



Imprimé sur papier
contenant 50 % de fibres recyclées
dont 10 % désencrées.

ISBN 2-551-15425-1



Imprimé au Québec (Canada)

2,00 \$